

NEWSLETTER

Actualités - Marchés

Vers de nouveaux records ?

Après avoir atteint des records de capitalisation en ce deuxième trimestre 2021, les marchés financiers se sont montrés très volatils dans l'attente des différentes annonces américaines, notamment celle de la FED liée à la gestion de l'inflation, la remontée des taux et l'arrêt progressif d'achats d'actifs, ou encore celle concernant le chômage, ayant laissé perplexe les investisseurs, avec une création d'emplois plus forte que prévu mais un taux de chômage encore en hausse.

Il est bon de noter la reprise économique dans de nombreux pays comme aux États-Unis où le taux d'utilisation des capacités de production continu de croître afin de retrouver son niveau habituel ou en France où Vinci note une forte reprise du trafic aérien et routier. En Europe, les regards sont portés sur l'Angleterre qui connaît un rebond du nombre de malades mais pas un rebond du nombre d'hospitalisations, peut-être de quoi rassurer ses voisins européens. Il faut cependant garder un œil sur les pays émergents qui ont plus de difficultés à relancer leur économie mais qui pourraient profiter de l'amélioration de la situation dans les pays développés pour avoir d'ici peu une croissance aussi importante.

Le mois de juin marque un ralenti dans l'accroissement continu des indices actions depuis le début de l'année, après des records pour nombreux d'entre eux. Au cours de ce mois de juin, les accroissements des indices actions sont de l'ordre de +0.57 % pour le CAC, +0.20 % pour l'EUROSTOXX50, +0.10 % pour le DOW JONES et de +2.66 % pour le S&P. Globalement, le MSCI WORLD est en hausse de +0.36 % malgré une baisse du Shanghai Composite de -1.56 %, à mettre sur le compte des nouvelles contraintes sanitaires et des performances économiques moindres sur tout le continent asiatique.

À cause d'un désaccord entre les membres de l'OPEP et la demande en hausse, le prix de pétrole augmente sur le même mois, avec une hausse de 10.91 % à 76.88 USD pour le WTI et de 8.91 % à 77.74 USD pour le BRENT, causant quelques angoisses sur l'inflation à court terme. L'once d'or, après une forte hausse au début du deuxième trimestre, a connu une baisse de -5.27 % à 1807.57 USD l'once. À la fin du mois de juin, après une forte hausse début mai, les taux 10 ans européens se sont stabilisés, par exemple avec le 10 ans allemand en légère baisse par rapport à mai à -0.2215 %, tout comme le 10 ans français positif depuis début mai mais en baisse à 0.106 % sur ce mois. Pour le 10 ans américain, contrairement aux attentes, il a terminé le mois de juin à 1.42 %, son plus bas pourcentage depuis début mars, avec de forte variation sur la fin du mois.

Malgré de faibles performances des actions mondiales en juin, il faut noter les performances sur trois mois qui reste pour de nombreux indices, supérieures à 5 % et qui passe par de nouveaux records ; le CAC 40 a en effet atteint 6 687 pts, 4 352 pts pour le S&P et 35 092 pts pour le DOW JONES.

On observe dans plusieurs pays, un rebond du secteur des services jusqu'alors en retard, signe de réouverture des économies mondiales. En dépit de la montée des taux entre début avril et mi-juin, le marché obligataire a gardé une bonne dynamique grâce à des prévisions moins optimistes que la situation actuelle et des économies internationales en pleine croissance qui permettent à de nombreuses entreprises d'afficher des résultats financiers au-dessus des prévisions et d'attirer les investisseurs. Sous-performant depuis le début de l'année, le facteur « croissance » a surperformé au niveau mondial en cette fin juin, contrastant la tendance actuelle de surperformance des valeurs cycliques notamment celles liées à l'énergie qui bénéficient de plus en plus de plans de relance, autant aux États-Unis qu'en Europe.

Zoom outre-Atlantique :

Porté par un indice de confiance du consommateur toujours plus haut et une création d'emplois plus importante que prévue, l'économie américaine continue sa reprise. Après de nombreux stress-tests, le secteur bancaire américain a été autorisé à redistribuer des dividendes, preuve d'une situation stable malgré des questions toujours subsistante quant à l'inflation et aux mesures de réduction d'achats d'actifs. Cette reprise de l'économie a boosté le secteur de l'immobilier qui reste sur +15% en quatre mois, reprise qui pourrait à terme faire augmenter le prix de l'immobilier américain, déphasé des salaires qui sont actuellement en recul. Nouveau combat des États-Unis, l'écologie est un des points des nombreux plans récents de relance, cela apportera peut-être un nouveau dynamisme au secteur énergétique américain.

Et en Europe ?

L'incertitude grandissante sur le variant Delta a limité le rebond des valeurs cycliques européennes, jusqu'alors performantes depuis début 2021, alors que l'économie bénéficie toujours de la confiance des investisseurs. Avec des banques centrales des pays de l'Est entamant leur cycle de normalisation des taux, on peut espérer voir apparaître une économie européenne homogène portée par une Allemagne en avance. Avec une nouvelle directive sur le climat, l'UE continue dans sa démarche écologique mais à quel prix ? Avec un droit à polluer toujours plus cher et des secteurs bientôt nouvellement régulés, il est à craindre une répercussion de ces mesures au niveau des prix à la consommation. Il est à prévoir que les valeurs en avance sur la transition énergétique profiteront de ces mesures.

La réforme des retraites, de nouveau d'actualité

Après avoir été mise en suspens pendant près d'un an à cause de la situation sanitaire, la réforme des retraites a été remise à jour par le Président. Déjà discuté en février 2020, le projet de loi avait été retardé par de très nombreux amendements de l'opposition jusqu'à son adoption à l'aide de l'article 49.3. Le but du gouvernement est que « chaque euro cotisé donne les mêmes droits », au détriment des employés de la SNCF, RATP ou autre, qui ont actuellement des régimes spéciaux. L'âge de départ à la retraite passerait alors progressivement de 62 ans pour les générations nées avant 1961 et à 64 ans pour les générations nées à partir de 1964. Cet âge serait un âge d'équilibre (les Français auront toujours la liberté de partir à la retraite dès 62 ans mais avec un système de bonus/malus).

Le système en place serait alors, pour tout travailleur non indépendant, une cotisation de 28.12 % jusqu'à 120 000 € de revenus annuels puis, au-delà une cotisation de 2.81 % que ne serait pas créatrice de droits pour constituer une égalité entre les travailleurs, ce que le gouvernement a nommé « la contribution de solidarité pour les plus riches ». Le système à points qui est préconisé par l'exécutif requiert, selon beaucoup, une gestion très transparente afin de préserver l'égalité voulue à travers cette réforme.

Selon l'opposition et les partenaires sociaux, cette réforme déjà non acceptée en 2020 ne devrait pas être la priorité dans ce contexte social occupé par la crise sanitaire.

Nous sommes à votre disposition pour établir avec vous, votre bilan retraite, et déterminer ainsi les pistes d'optimisations possibles.



NS GROUPE
Votre gestion financière sur-mesure

FRANCONSEIL - 10 rue Faidherbe, 59000 LILLE - 03.20.42.01.17

NS CONSEILS PATRIMOINE ET FINANCE - 15 rue Saint Pierre, 27000 EVREUX - 02.32.62.03.98

SÉLECTION CONSEILS - 205 rue Marcadet, 75018 PARIS - 01.42.26.50.14

Avertissement :

Ce document a été réalisé par NS GROUPE, reflétant ses convictions, et n'est diffusé qu'à titre informatif. Les informations contenues ne constituent en aucun cas une incitation à acheter ou à vendre des titres, ni une quelconque sollicitation ou offre de souscription. Aucune garantie, exprimée ou implicite, ne saurait être attachée au présent document, ni de la part de la société, ni de ses dirigeants, en ce qui concerne l'exactitude, l'intégralité ou la précision des informations qui y sont contenues. De la même façon, la société et ses dirigeants déclinent toute forme d'engagement ou de responsabilité auprès de ceux qui auront pris connaissance de ce document. Les performances passées ne sauraient préjuger des performances futures. Les investisseurs sont susceptibles de subir de lourdes pertes par rapport à leur investissement initial selon l'évolution des marchés et des cours de change.